

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LE MORATOIRE SUR LA CONSTRUCTION DE CENTRALES
NUCLÉAIRES DANS L'ÎLE VANCOUVER—LES INSTANCES
PRÉSENTÉES AU GOUVERNEMENT

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme le sait sans doute le ministre, le gouvernement de la Colombie-Britannique a décrété un moratoire sur la construction de centrales nucléaires dans l'île Vancouver.

Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique avait auparavant présenté des instances au gouvernement central pour se plaindre de l'absence ou de l'insuffisance des mesures de sécurité fédérales au sujet du réacteur Candu?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je ne suis au courant d'aucune instance du gouvernement de la Colombie-Britannique auprès du gouvernement fédéral à cet égard.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Le ministre a-t-il pris des renseignements? A-t-il pu savoir si les hésitations du gouvernement provincial dans ce domaine étaient dues aux difficultés d'élimination des déchets nucléaires?

M. Lalonde: Madame le Président, je regrette de devoir dire au député que je n'ai aucune information au sujet des raisons qui ont motivé cette décision du gouvernement de la Colombie-Britannique. Je prévois m'entretenir sous peu avec le ministre de l'Énergie de cette province et j'en profiterai pour soulever la question que le député a portée à mon attention.

* * *

● (1450)

LE CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN DU MULTICULTURALISME

LES MEMBRES—LA NOMINATION DU PRÉSIDENT—LA PUBLICITÉ
DANS LA PRESSE ETHNIQUE

L'hon. Steven E. Paproski (Edmonton-Nord): Madame le Président, je voudrais poser ma question au ministre d'État (Multiculturalisme). Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a comblé le poste de président du Conseil consultatif canadien du multiculturalisme, et s'il a l'intention de maintenir à 100 le nombre des membres de ce conseil?

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président, je me réjouis de voir mon bon ami de retour parmi nous après une longue maladie, et d'avoir enfin, après douze semaines, à répondre à une question sur le multiculturalisme.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Je suis fort désolé que l'ancien président du CCCM, M. Norm Kwong, éminent Canadien nommé par mon prédécesseur, le député qui a posé la question, n'ait pu conser-

Questions orales

ver son poste pour des raisons d'affaires. J'ai cependant le grand plaisir d'annoncer à mon collègue que j'ai nommé comme nouveau président de ce Conseil, M. Lawrence Decore, d'Edmonton, d'origine ukrainienne et ancien président du Conseil du patrimoine de l'Alberta.

Quant au nombre de membres, des conseils antérieurs avaient recommandé de le réduire par souci d'efficacité. J'envisage sérieusement d'appliquer cette recommandation.

M. Clark: Un autre libéral au râtelier.

M. Paproski: Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Étant donné que son collègue, le solliciteur général, député de York-Centre, se plaignait constamment que les publications en langues étrangères n'obtenaient pas de fonds pour fins de publicité, que compte faire le ministre pour régler ce problème en particulier? Quelles sommes le ministre a-t-il consacrées à la publicité du gouvernement dans les publications en langues étrangères depuis le 18 février dernier?

M. Fleming: Madame le Président, à mon avis, le député s'expose quelque peu, car, bien sûr, l'ancien gouvernement avait bloqué les fonds destinés à la publicité dans les publications en langues étrangères. Le blocage a été supprimé et les annonces vont paraître.

M. Epp: Il n'y a pas d'annonces dans les publications en langues étrangères.

M. Fleming: A mon avis, le budget du multiculturalisme ne devrait pas profiter uniquement à ces publications, mais aussi à celles de langues anglaise et française, afin de favoriser une plus grande compréhension du multiculturalisme au Canada. D'autre part, étant donné qu'à un autre titre je suis chargé, d'une façon générale, de la publicité du gouvernement, j'espère pouvoir établir pour les publications en langues étrangères des critères plus professionnels et, dès lors, leur assurer une part équitable de notre publicité.

* * *

L'ÉNERGIE

LE TRAITEMENT DES RESSOURCES DANS LES RÉGIONS OÙ
ELLES SONT EXTRAITES—LA POSSIBILITÉ DE DÉMÉNAGER LE
COMPLEXE DE SARNIA

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Vendredi dernier, le ministre a réaffirmé que le gouvernement avait pour politique de puiser dans le Trésor public pour déménager des installations industrielles, afin que les ressources puissent être traitées dans les régions où elles sont extraites. Quand le gouvernement annoncera-t-il le déménagement du complexe de Sarnia en Alberta afin que les millions de barils de pétrole de l'Alberta puissent être traités dans la région où ils sont extraits?